

94.3396

**Interpellation Schmied Walter****Casinos****Casinos***Wortlaut der Interpellation vom 4. Oktober 1994*

Im September 1993 ist von den zuständigen Dienststellen des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes eine ausserparlamentarische Kommission des Bundes eingesetzt worden mit dem Auftrag, einen Entwurf zu einem Gesetz über die Casinos auszuarbeiten. Diese Kommission ist im Juni 1994, sieben Monate nach ihrer Einsetzung, vorzeitig aufgelöst worden.

In der Presse war da und dort von offiziellen und halboffiziellen Gründen zu lesen, welche die vorzeitige Auflösung dieser wichtigen Kommission, die 21 Mitglieder umfasste, rechtfertigen sollen. Insbesondere konnte sich die Presse auf den Zwischenbericht der Kommission beziehen, die von einem ehemaligen hohen Bundesbeamten, dem St. Galler Dr. Benno Schneider, präsiert worden war.

Nach diesen unerwarteten Ereignissen stellen sich Fragen zum Amtsgeheimnis der ausserparlamentarischen Kommissionen im allgemeinen und der genannten im besonderen.

1. Werden Achtung und Einhaltung des Amtsgeheimnisses bei Beratungen und Entscheiden faktisch und rechtlich verschieden betrachtet, je nachdem, ob eine unabhängige natürliche Person oder eine Person betroffen ist, die in der Kommission einen Verband, ein Komitee oder eine Interessengruppe vertritt?

2. Ist es nicht unlogisch, eine Person dem Amtsgeheimnis zu unterstellen, obwohl sie Vertreterin einer privaten oder öffentlichen Verwaltung ist und gerade darum delegiert wurde, weil sie ihrem Gremium über ihre Mitarbeit in der Kommission Bericht zu erstatten hat?

3. Ist es nicht unvorsichtig, einem Konsortium eine starke Vertretung zuzugestehen (im Falle der Casinos 6 von 21 Mitgliedern), obwohl entsprechende Nachforschungen der Bundesverwaltung ergaben, dass dieses Konsortium – das Swiss Casino Concept (SCC) – in überwiegender Masse von ausländischem Kapital beherrscht wird?

4. Dieses Konsortium war also nicht nur bereits an der Ausarbeitung des Gesetzes über die Casinos beteiligt, sondern ist schon für die weiteren Schritte bereit, sowohl in Richtung auf die kantonale Gesetzgebung wie auch für die Beratungen im Parlament. Kann in Erfahrung gebracht werden, wie das SCC finanziert wird? Wie hoch sind die schweizerischen und ausländischen Anteile an ihrem Kapital?

5. Waren nicht diese Umstände insgesamt Ursache für die vorzeitige Auflösung der genannten ausserparlamentarischen Kommission?

6. Sollten die Vorarbeiten dieser vorzeitig aufgelösten Kommission nicht für ungültig erklärt werden? Sollte die neue Aufgabe nicht Personen anvertraut werden, die weniger von der Geschäftswelt abhängig sind: Universitätsprofessoren, repräsentativen Vertretern aus dem Umkreis von Familie, Religion und Jugend? Diese könnten sehr wohl Vertreter aus den spezialisierten Geschäftskreisen beiziehen, die allerdings ausschliesslich schweizerisch sein müssten.

*Texte de l'interpellation du 4 octobre 1994*

Une commission fédérale extraparlamentaire a été instituée en septembre 1993 par les services compétents du Département fédéral de justice et police. Cette commission avait pour tâche d'élaborer un projet de loi sur les casinos, nouvelle formule. Cette commission a été dissoute prématurément en juin 1994, soit sept mois après sa mise en oeuvre.

La presse a fourni quelques motifs officiels et officieux qui auraient justifié la dissolution anticipée de cette commission importante de 21 membres. Elle a pu divulguer notamment le

rapport intermédiaire établi par cette commission, présidée par le Saint-Gallois Dr. Benno Schneider, ancien haut fonctionnaire fédéral.

Ces péripéties appellent des questions touchant au secret des délibérations des commissions extraparlamentaires en général, et de celle-là en particulier.

1. L'application et le respect du secret des délibérations et des décisions sont-ils appréciés différemment en fait et en droit, selon qu'ils concernent une personne physique indépendante, d'une part, et, d'autre part, une personne qui représente, au sein de la commission, une association, un comité, un groupe d'intérêts?

2. N'est-il pas illogique d'astreindre au secret une personnalité pourtant représentative d'une administration privée ou publique, alors qu'elle est précisément déléguée pour représenter un comité auquel elle doit rendre compte de son travail?

3. N'est-il pas imprudent de réserver à un consortium une forte représentativité (dans le cas des casinos au moins 6 personnalités sur 21) alors que des renseignements concordants dévoilaient à l'administration fédérale une très forte dominante de capitaux étrangers au sein de ce consortium, dénommé Swiss Casino Concept (SCC)?

4. Ce consortium se préparant apparemment déjà et oeuvrant non seulement à la phase d'élaboration de la loi sur les casinos, mais également pour la suite des opérations, soit en vue des délibérations cantonales, puis des débats parlementaires, peut-on savoir quel est le mode de financement de Swiss Casino Concept? Quel est respectivement la part des fonds suisses et étrangers?

5. Ces circonstances, prises dans leur ensemble, ne sont-elles pas à l'origine de la dissolution anticipée de la commission extraparlamentaire en question?

6. Les travaux de cette commission dissoute prématurément ne devraient-ils pas être invalidés et la nouvelle tâche être confiée à des personnalités moins dépendantes des milieux d'affaires: professeurs d'universités, personnes représentatives des milieux de la famille, de la religion, de la jeunesse et qui pourraient fort bien en appeler aux milieux d'affaires spécialisés, mais exclusivement suisses?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Keine – Aucun

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 28. November 1994*

*Rapport écrit du Conseil fédéral*

*du 28 novembre 1994*

1. Les directives touchant l'institution et le mode de travail des commissions extraparlamentaires ainsi que la surveillance à exercer sur elles du 3 juillet 1994 sont applicables à la commission d'experts concernant la loi fédérale sur les casinos. L'acte d'institution de la commission d'experts concernant la loi fédérale sur les casinos du 24 septembre 1993 prévoit expressément que les membres soient tenus au secret de fonction et que les travaux effectués dans le cadre de la commission soient confidentiels. A plusieurs reprises, le président de la commission, M. Benno Schneider, a eu l'occasion de rappeler aux experts leurs obligations. L'acte d'institution ne règle pas, en revanche, la question de savoir dans quelle limite les membres de la commission peuvent avoir des contacts avec les milieux dont ils sont proches, dans le cadre de leur activité au sein de la commission. Il a été permis aux membres d'informer les institutions qu'ils représentent en leur indiquant les grandes lignes des travaux.

2. Le secret de fonction imposé à tous les membres de la commission est nécessaire au déroulement rationnel et en bon ordre des travaux. Pour plusieurs milieux, la loi sur les casinos est d'intérêt financier majeur. La confidentialité des débats doit permettre d'assurer l'égalité de traitement des différents groupes d'intérêts.

3. La première commission d'experts a été dissoute en juin 1994. Actuellement, la nouvelle commission comprend six ex-

perts dont un seulement représente les intérêts de «Swiss Casino Concept» (SCC).

4. Swiss Casino Concept est le fruit de l'union de représentants de kursaals suisses, d'experts internationalement renommés dans le domaine des casinos et de spécialistes en communication. SCC dépend directement de l'Association suisse des casinos-kursaals. Ce consortium est financé par les cotisations que doivent verser ceux qui sont intéressés à en faire partie. Les participations étrangères sont de l'ordre d'environ 20 pour cent.

5. La décision de dissoudre la première commission d'experts a été prise par le président de la commission en accord avec les membres. Cette décision était incontournable, car de graves conflits entre des membres de la commission rendaient impossible la poursuite des travaux. La dissolution, puis l'institution d'une nouvelle commission, ont permis que les travaux soient achevés dans les délais.

6. La nouvelle commission d'experts, tenant compte des travaux déjà accomplis, a élaboré l'avant-projet de la nouvelle loi fédérale sur les casinos et son rapport explicatif. Le Conseil fédéral a considéré l'élaboration de la loi fédérale sur les casinos comme prioritaire. Si l'on avait dû invalider les travaux déjà effectués par la première commission, cela aurait entraîné un retard considérable dans la poursuite des travaux. Les différents groupes d'intérêts pourront s'exprimer au cours de la procédure de consultation.

*Erklärung des Interpellanten: teilweise befriedigt*

*Déclaration de l'interpellateur: partiellement satisfait*

94.3358

## **Interpellation Pini Hochschulstudium und Erfüllung der Wehrpflicht**

### **Interpellanza Pini Rapporti studenti universitari ed esercito svizzero**

### **Interpellation Pini Etudes universitaires et service militaire**

#### *Wortlaut der Interpellation vom 21. September 1994*

Ich bitte den Bundesrat, deutlich und öffentlich zu erklären, welche Normen für Hochschulstudenten gelten, die mit der Erfüllung ihrer Wehrpflicht Probleme haben. Hauptsächlich fordere ich, dass die Universitäten und die Armee die für Studenten zuständigen Stellen bekanntgeben.

Insbesondere geht es um Studenten, die vor oder während eines Wiederholungskurses, vor oder während der Rekruten- oder der Unteroffiziersschule Prüfungen ablegen müssen, die für ihre spätere berufliche Laufbahn entscheidend sind. Ebenso betroffen sind Studenten, die unmittelbar nach der Entlassung aus den erwähnten Diensten oder in den fünf Monaten danach eine Prüfung zu bestehen haben.

#### *Testo dell'interpellanza del 21 settembre 1994*

L'interpellante, rifacendosi alle norme attualmente fissate, chiede al Consiglio federale di ribadire chiaramente e pubblicamente. L'interpellante chiede, soprattutto, che a livello informativo universitario e militare, venga precisato chi è o chi sono i responsabili dei rapporti con gli studenti accademici.

In particolare, con gli studenti che devono sostenere prima o durante un corso di ripetizione, prima o durante una scuola reclute o una scuola sotufficiali, esami accademici determinanti per le rispettive scelte professionali civili. Ciò vale anche per esami da sostenere subito dopo, o entro cinque mesi, dal termine dei sopracitati obblighi militari.

#### *Texte de l'interpellation du 21 septembre 1994*

L'interpellateur, se référant aux dispositions en vigueur, demande au Conseil fédéral de les réaffirmer clairement et publiquement. Il demande surtout que soit précisé, au niveau universitaire et militaire, quels sont les responsables des rapports entre l'armée et les étudiants, en particulier les étudiants qui doivent passer des examens universitaires déterminants pour leur carrière professionnelle civile, avant ou pendant un cours de répétition, une école de recrues ou une école de sous-officiers. La question concerne aussi ceux qui doivent passer des examens tout de suite après avoir accompli leurs obligations militaires susmentionnées, ou dans les cinq mois qui suivent.

*Mitunterzeichner – Cofirmatari – Cosignataires: Bezzola (1)*

#### *Schriftliche Begründung – Motivazione scritta – Développement par écrit*

L'autore rinuncia alla motivazione e desidera una risposta scritta.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 23. November 1994*

#### *Risposta scritta del Consiglio federale del 23 novembre 1994*

#### *Rapport écrit du Conseil fédéral du 23 novembre 1994*

In ogni università e scuola superiore (SS) esiste un «Ufficio di collegamento esercito-università/scuola superiore». Questi uffici di collegamento, il cui personale è nominato dal Capo dell'istruzione dell'esercito, hanno il compito di coordinare gli interessi dell'esercito, degli studenti e delle autorità scolastiche. Essi consigliano gli studenti, sono in contatto con gli organi direttivi dell'istituto e conoscono sia le esigenze militari, sia la situazione delle università e delle scuole superiori.

Di regola, un ufficio di collegamento si compone di un ufficiale di collegamento (ufficiale superiore o alto ufficiale superiore) quale capo, di un collaboratore proveniente da un ufficio d'unità d'armata nonché di rappresentanti delle università e delle scuole superiori. Gli uffici di collegamento sono menzionati nella documentazione «Uffici militari della Confederazione e dei Cantoni»; i relativi indirizzi sono pubblicati nelle università.

Esiste inoltre una Commissione per il coordinamento di studi e servizio militare, nominata dalla Conferenza dei rettori delle università svizzere e composta di rappresentanti delle università e dell'esercito. La commissione, attualmente presieduta dal professor Rolf Dubs dell'Università di San Gallo, tratta problemi di coordinamento di grande portata, segnatamente le crescenti difficoltà degli studenti nell'assolvere, parallelamente agli studi, i servizi d'avanzamento.

Per rendere possibile agli studenti una tempestiva coordinazione di studi e servizio militare, il DMF invia annualmente alle Direzioni cantonali della pubblica educazione un pieghevole, «UNI/SS e servizio militare», per gli allievi delle scuole medie superiori e una raccomandazione per le direzioni dei licei. L'opuscolo «Partecipare», distribuito prima del reclutamento ad ogni persona soggetta all'obbligo di leva, e l'opuscolo «L'avanzamento», distribuito all'inizio delle scuole reclute, informano esaurientemente sulle possibilità di coordinare servizio militare e studio.

L'ordinanza sull'adempimento dei servizi d'istruzione, che entrerà in vigore il 1° gennaio 1995, stabilisce le norme per l'adempimento dei servizi d'istruzione e disciplina segnatamente anche il modo di procedere da parte degli studenti. Essa contiene direttive per coordinare l'istruzione civile e i servizi d'istruzione militari nonché sul modo di procedere in occasione di esami importanti e della loro preparazione. Occorre aggiungere che già l'ordinanza del 1989 sull'adempimento dei servizi d'istruzione, che sarà sostituita dalla nuova ordinanza, conteneva indicazioni e direttive al riguardo.

*Erklärung des Interpellanten: teilweise befriedigt*

*Déclaration de l'interpellateur: partiellement satisfait*

## Interpellation Schmied Walter Casinos

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.3396
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.12.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2491-2492
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 986

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.